

OTTAWA – Le gouvernement conservateur accuse trois mois de retard pour livrer un système de localisation qu'il continue de vanter comme un bon outil pour empêcher les terroristes ayant grandi au pays de se joindre à des conflits à l'étranger.

En vertu du périmètre de sécurité Canada-États-Unis, le gouvernement fédéral s'est engagé à commencer à accumuler des données à partir du 30 juin sur les gens qui quittent le Canada à bord de vols internationaux.

Cependant, les conservateurs ont manqué cette échéance parce que des changements législatifs et réglementaires sont requis avant que le plan ne puisse être en vigueur.

La porte-parole de l'Agence des services frontaliers du Canada, Esme Bailey, ne voulait pas révéler la nouvelle échéance pour le projet, disant seulement que l'information sur les changements proposés seraient fournie en temps et lieu.

Dans une entrevue diffusée le week-end dernier, le ministre de la Sécurité publique Steven Blaney a affirmé qu'il était important de savoir quand les gens quittent le pays et où ils vont.

Il a ajouté que le gouvernement travaille sur les outils, mais n'a pas parlé d'échéance manquée.

Un récent rapport fédéral souligne que le gouvernement connaissait l'existence de plus de 130 individus avec des connections canadiennes qui étaient à l'étranger et soupçonnés de soutenir des activités liées au terrorisme.

Une note de service de l'Agence des services frontaliers dit que l'information du nouveau système de localisation pourrait être fournie à la GRC et aux services de renseignements de sécurité canadien.

Ottawa est en retard de trois mois pour un outil de localisation de terroristes

Écrit par L'actualité

Mardi, 30 Septembre 2014 21:25 -

Pour l'instant, le système ne fait qu'échanger les données sur les entrées au pays colligées à la frontière entre le Canada et les États-Unis — pour que l'information sur les entrées servent de données de sortie pour l'autre pays.

Les deux premières phases ont été limitées aux étrangers et aux résidents permanents canadiens et américains mais pas aux citoyens des deux pays.

Le programme devait être élargi au 30 juin 2014 pour inclure le partage d'information sur tous les voyageurs qui traversent la frontière.

De plus, le Canada espérait commencer à collecter de l'information sur les gens qui quittent le pays par avion — ce que les États-Unis font déjà — en obligeant les compagnies aériennes à fournir ses données de passagers pour les vols internationaux.

Cet article [Ottawa est en retard de trois mois pour un outil de localisation de terroristes](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#).

Consultez la source sur Lactualite.com: [Ottawa est en retard de trois mois pour un outil de localisation de terroristes](#)